

LA GÉOPOLITIQUE DU PLURALISME CULTUREL AU GABON : STRATÉGIES DE LONGÉVITÉ POLITIQUE ET TECHNIQUES GOUVERNANTES CLIENTÉLISTES

Revue "Enjeux" n° 37, 4^{ème} trimestre 2008

par **Emmanuelle NGUEMA MINKO**

Docteur en anthropologie politique de l'Université de Provence (CEMAF/ Aix-Marseille1)

Depuis son indépendance le 17 août 1960, le climat politique gabonais reste caractérisé par un effort de stabilité et surtout par la longévité politique de son président Omar Bongo. Notre contribution se propose d'analyser au-delà du « climat soumis aux pesanteurs d'une actualité qui n'a pourtant jamais manqué de qualifier le Gabon de 'pays où il ne se passe rien' »¹. A cet effet, nous partirons d'une conception originale de la géopolitique qui instrumentalise le pluralisme culturel et les ressources de l'ethnicité comme modalité de redistribution, de cooptation des élites et contre-élites au nom de la stabilité politique et pour la préservation du pouvoir politique.

« Le mouton broute là où il est attaché »

Il ne s'agit pas ici d'opposer les « petits moutons » aux « grands moutons », car dans la plupart des sociétés africaines, la lutte des classes reste une réalité secondaire. L'organisation sociale, politique et économique s'articule principalement autour de la famille, du lignage, du clan et de l'ethnie. Non pas que les classes sociales sont inexistantes, mais elles sont dissimulées derrière les réalités autres que les référents économique et idéologique ; des réalités d'ordre traditionnel (famille, village, lignage, clan, ethnie) qui structurent la socialité africaine autour des réseaux d'intégration. « Le mouton broute là où il est attaché » est un proverbe fang qui renseigne clairement sur cette réalité du fonctionnement en réseaux dans la mesure où il légitime la corruption au sein de l'administration.

Au Gabon, une famille qui se veut importante se doit d'avoir son « grand quelqu'un » (ou « grand type ») en son sein. Elle a son « quelqu'un de l'hôpital », son « quelqu'un de la politique », son « quelqu'un dans l'enseignement », son « quelqu'un » dans telle ou telle administration. Et ce « grand quelqu'un » se doit « manger » au mieux pour résoudre les problèmes des membres de sa famille qu'il a l'obligation d'honorer. Lorsqu'un Gabonais parle de « son » médecin, il ne s'agit pas de son médecin traitant au sens occidental du terme ; mais du membre de sa famille ou de sa parentèle qui lui facilite l'accès aux soins en demandant à son collègue de le recevoir avant les autres patients qui font la queue depuis plusieurs heures sans être certains qu'ils seront reçus ou en manœuvrant pour que celui-ci ne paye pas. Le « quelqu'un de la politique » est celui qui leur fera profiter de quelques prébendes des ressources publiques.

Il en est ainsi des conseils avisés que les paysans d'un village du canton sud de Bitam donnaient à « l'enfant du clan » qui venait d'être élu député : « notre fils, maintenant toi aussi

¹ Bazenguissa-Ganga, R. : « Présentation », *Rupture – Solidarité : Le Gabon malgré lui*, n°6, Paris, Karthala, 2005, p. 5.

tu es arrivé à la place que tant de personnes envient. Avant c'est les enfants des autres clans qui en bénéficiaient, maintenant nous aussi on a déjà notre quelqu'un en haut là bas. Il faut que toi aussi tu ramasses beaucoup d'argent pour aider les gens de ton village et de ton clan comme les autres l'ont fait avant toi. Ne te gêne pas, car notre village et notre clan ont attendu très longtemps pour avoir un grand quelqu'un en haut. Il faut prendre pour honorer les tiens, en tout cas c'est ce que nous les gens de ton village et de ton clan, on attend de toi. Va occuper ton poste, tu as notre soutien et notre bénédiction et surtout, suis nos conseils, car on compte sur toi pour qu'à notre tour on sorte de la pauvreté et qu'on mange aussi ! ». « Les autres ont mangé, maintenant c'est notre tour » ; c'est ainsi que les en bas du bas conçoivent la problématique de la corruption au Gabon. Etant donné que la corruption ne dérange personne du moment où on a son «quelqu'un en haut » pour en faire profiter sa famille, il est du devoir du système politique qui tient au maintien de la paix et de l'unité nationale de créer autant de points d'attaches possibles pour faire brouter le maximum de moutons.

Ainsi que depuis sa création jusqu'en 1990, le gouvernement du parti unique était constitué de près d'une soixantaine de membres. Et à chaque congrès, il se créait des nouveaux postes de complaisance, des postes budgétivores de hauts dignitaires de l'Etat, etc. ; dont les rôles demeuraient pour le moins ambigus. Aujourd'hui encore, la formation des gouvernements gabonais reste caractérisée par des effectifs pléthoriques. En 2007, suite à une pression internationale généralisée qui dénonçait la pléthore des effectifs gouvernementaux des pays africains comme source de corruption, plusieurs chefs d'Etats durent revoir leurs effectifs à la baisse. Le gouvernement gabonais initialement constitué de 49 membres fut réduit à 41 membres au mois de décembre 2007. Une réduction qui au demeurant, ne change rien au fait qui avait été dénoncé au paravent. Mais pour l'idéologie politique gabonaise, ces effectifs pléthoriques représentent un atout pour préserver la paix, promouvoir l'unité nationale et la démocratie conviviale. En effet, chaque province, chaque ethnie, chaque formation politique doit avoir son « grand quelqu'un » au sein de l'institution gouvernementale pour être certain de pouvoir « manger à son tour » pour contenir les vellétés populaires.

En Afrique, le pouvoir est « quelque chose qui vient de loin ». Les mérites attribués au « grands quelqu'un » se font à la hauteur de son *akoma'ya* (bénédiction). C'est ainsi que le « très grand quelqu'un » qui capitalise tous les *mekome'ya* se verra honoré par les populations civiles lorsqu'il accepte d'en distribuer les prébendes en joignant les « quelqu'uns » des autres provinces, ethnies et partis politiques à la gestion des ressources de l'Etat.

Ce paragraphe s'est proposé d'explorer l'« instrument de découverte et d'étude des diverses institutions et pratiques assurant le gouvernement des hommes, ainsi que des systèmes de pensée et des symboles qui les fondent »². En effet, si l'opinion internationale perçoit la géopolitique et les effectifs pléthoriques des gouvernements africains comme un indice de corruption et de sous-développement, au Gabon, ces éléments traduisent une preuve de bonne volonté dans la redistribution « équitable » des ressources de l'Etat. En d'autres termes, chaque groupe ethnolinguistique et chaque province se doit d'avoir un « *ministre de chez lui* » qui devrait brouter au mieux et redistribuer aux « *populations de chez lui* » afin de garantir la stabilité politique au Gabon.

« Vas-y demander au ministre de chez toi ! »

La constitution du premier gouvernement d'union nationale en 1961 (composé de 13 membres ressortissants des 9 provinces du Gabon) avait pour ambition d'amener les Gabonais, quelques furent leurs origines ethnolinguistiques, régionales ou idéologiques, à se sentir avant tout « Gabonais » dans un contexte où il ne semblait pas encore évident de parvenir au

² Balandier, G. : *Anthropologie politique*, (5^{ème} édition), Paris, PUF, 2004, P.7

sentiment national. Avant d'être nommés ministres, les membres du gouvernement étaient des élus locaux parce qu'il était nécessaire qu'ils soient proches de leurs populations pour défendre leurs intérêts dans le projet de « Gabon d'abord ». Paradoxalement, cette disposition contribuait à l'ethnisation de l'administration publique dans la mesure où le ministre qui se sentait redevable de ses électeurs devait avant tout les contenter avant de penser « Gabon d'abord ».

Une fois au pouvoir (décembre 1967), le nouveau président A. B Bongo dont l'idéologie politique est de garantir la paix sociale et l'unité nationale devait au-delà de l'équilibre géopolitique pour éviter les rivalités à l'intérieur d'une même province. C'est ainsi qu'après avoir décidé de « rénover la rénovation » en 1975, Omar Bongo se résolut à tenir compte de toutes les sensibilités ethnolinguistiques pour la formation du gouvernement. Une telle décision dans un pays constitué de 45 sous-groupes ethnolinguistiques aboutit à la constitution d'un gouvernement à effectif pléthorique ; et cette situation incitait plus que par le passé, à la résurgence des replis identitaires et à l'ethnisation de l'administration publique.

« *Monsieur, pour votre dossier, allez-y voir le ministre de votre province, de votre commune ou de votre ethnie !* » Telle est la réponse à laquelle tout Gabonais devrait s'attendre lorsqu'il consulte un ministre qui n'est pas un ressortissant de « chez lui ». Ainsi, Bitam qui est connu pour l'exploitation du cacao et du café aura le privilège d'accueillir l'enfant du clan au ministère de l'agriculture. Le ministre de la Marine marchande sera un ressortissant des peuples côtiers comme les Mpongwé de Libreville. Le ministère des finances est attribué aux Obamba, l'ethnie du président de la République qui se donne le devoir légitime de contrôler les finances publiques, etc.. Du coup, les ministères seront communément désignés, non pas en fonction de leur compétence, mais en fonction de la commune ou de la province dont est originaire le ministre (ministère des gens de Port-Gentil, ministère des gens de Makokou, le ministère des gens de Franceville, etc.). Ce qui rend d'autant plus opaque et énigmatique les parcours administratifs. Par exemple si un Gabonais d'Oyem (le ministère de l'éducation nationale est le ministère des gens d'Oyem) veut résoudre un problème qui est du ressort du ministère de la santé, il sera obligé de passer d'abord par le ministre de l'éducation nationale ou son conseiller qui joindra son ami « grand type » du ministère de la santé pour lui transmettre le dossier du « petit frère » ou « petite sœur » en difficulté. Les problèmes administratifs seront donc traités en fonction des affinités existantes entre les « grands types » des différents « ministères ethniques ».

Comme je l'ai montré dans les pages qui précèdent, le « grand type » ou « grand quelqu'un » est le membre de la famille qui broute au mieux pour ses parents là où il est attaché. Le ministre c'est le « très grand type » sur qui reposent tous les espoirs de la commune ou de la province. C'est lui qui a le devoir d'intégrer tous les ressortissants de sa commune qui sont en difficulté pour que ceux-ci aient accès aux ressources de la modernité. Souvenons-nous des conseils avisés que les paysans donnaient à l'enfant du clan nouvellement élu député, « *les autres ont mangé, maintenant c'est notre tour* ». Il est donc du devoir du « très grand type » de prendre « de très grandes » responsabilités en faisant de son ministère un « ministère ethnique », non seulement pour respecter la volonté « des gens du clan » qui lui abonderont de leurs bénédictions à mesure qu'il « mangera » pour eux, mais aussi pour préserver son électorat local.

Pour parer au paradoxe de « Gabon d'abord » qui voulait que le ministre tienne sa légitimité de sa localité, le président Bongo décide de « démocratiser la démocratie » en 1979. Les ministres n'avaient plus besoin d'être élus localement pour devenir membres du gouvernement étant donné qu'une telle exigence favorisait la tribalisation de l'administration publique et de l'Etat. Toutefois, non seulement cette disposition n'avait pas mis fin au principe du « ministre de chez toi », la plupart de ces « ministres ethniques » devenaient de

plus en plus arrogants et indifférents vis-à-vis des populations d'autant plus qu'ils n'avaient pas de compte à leur rendre. Les doléances des populations recevaient généralement en retour les réponses du genre : « *si je suis à cette place, c'est grâce au président de la République. Je ne dois rien à la population !* ». Cette insensibilité administrative avait paralysé l'administration gabonaise tout au long des années 80. A cela s'ajoute les changements survenus sur le plan international, les avortements répétitifs des programmes d'ajustement structurel et l'épuisement des mécanismes de régulation du monolithisme politique, c'est cette situation qui avait conduit le Gabon à la crise sociale de 1989 qui exigeait des changements sur le plan politique, social et institutionnel.

Ainsi le 27 janvier 1990, une réunion extraordinaire du Comité Central décide de modifier les dispositions du mandat des députés et les modalités d'accès à la fonction ministérielle. Au vu de la situation de crise qui prévalait, il était devenu plus que jamais nécessaire que les ministres tinrent, une fois de plus, leur légitimité des populations locales. En d'autres termes, les ministres de la République redevaient légalement les « ministres ethniques » dans un souci d'équilibre géopolitique et ethnolinguistique en vue de préserver, une fois de plus, la paix sociale et l'unité nationale. Et de ce fait, l'administration gabonaise fonctionne encore selon le principe de « *va demander au ministre de chez toi !* » et des « ministres ethniques ».

« Théoriser l'ethnicité ne revient pas à fonder le pluralisme ethnique comme modèle d'organisation socio-politique, mais à examiner les modalités selon lesquelles, une vision du monde 'ethnique' est rendue pertinente pour les acteurs »³. Dans le cas du Gabon, le pluralisme ethnique reste une modalité de préservation de la paix sociale pour accéder à l'unité nationale. Sa pertinence dans la vie politique se focalise jusque là dans un souci d'organisation « équilibrée » des circuits de redistribution. Ainsi depuis l'avènement du multipartisme et surtout de la démocratie conviviale, le dosage ministériel combine en même temps l'équilibre géopolitique, l'équilibre ethnolinguistique et l'équilibre idéologique en intégrant les partis de l'opposition dans le gouvernement. Après le remaniement ministériel de septembre 2004, on lira dans *L'Union* :

*« Le président Omar Bongo a confirmé, samedi 04 septembre dernier, sa fidélité à la géopolitique et à la gestion participative des affaires de l'Etat qui fondent sa logique politique depuis son avènement à la magistrature suprême, en composant un gouvernement représentatif de toutes les provinces du pays et des partis politiques issus de la majorité présidentielle [...] Au-delà du nombre de ministres originaires des neuf provinces au sein du nouveau gouvernement, le panel d'ethnies majoritaires et minoritaires qui colle à cette orientation peut être interprété comme l'expression renforcée d'une volonté du président de la République gabonaise de rester attaché à la politique de l'unité nationale. [...] Le président Omar Bongo Ondimba marque indiscutablement son refus permanent du sectarisme, de l'ethnicisme dans sa forme la plus discriminatoire et la prééminence d'un groupe ethnique, d'une province sur les autres »*⁴

Au terme de ce paragraphe, il sera question de rendre compte de l'utilisation légitime du pluralisme ethnique comme modalité d'accès aux ressources du pouvoir et à leur contrôle. Car, plus qu'une simple juxtaposition des recrues régionales, ethniques et idéologiques, la géopolitique conforte un mode de gestion patrimoniale et autoritaire qui va à l'encontre de l'unité nationale proclamée. En effet, qu'elle soit perçue positivement (équilibre ethnique, gestion participative en vue de préserver l'unité nationale) ou négativement (ethnisation de l'administration publique qui entraîne paradoxalement des replis identitaires), le pluralisme ethnique est manipulée par les « gens du haut » en vue de dissimuler les insuffisances et les

³ Poutignat, P. et Streiff-Fenard, J. : « L'Etat actuel du débat sur l'ethnicité », in Poutignat, P. et Streiff-Fenard, J. : *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 1995, p.17

⁴ *L'Union* n°8607 du 07 septembre 2004, p.2

ratés dans la gestion des affaires publiques. Au lieu de parvenir l'unité nationale escomptée, le principe de « *va demander au ministre de chez toi* » contribue plutôt à aiguïser des velléités centrifuges qui sont justement à l'origine des dérives administratives dont l'évitement est au fondement même de ce principe. La réaction de la ministre de la Marine Marchande en janvier 2005 lors d'une réunion ministérielle qui avait particulièrement défrayé la chronique en est une illustration parfaite :

« - *Depuis mon arrivé à la tête de ce ministère, je constate qu'il y a beaucoup de Fang ici. Dites-moi pourquoi il y a beaucoup de Fang ici ?*

- *Je viens aussi d'arriver dans ce ministère, et j'ai aussi fait le même constat. Moi non plus je ne comprends pas pourquoi il y a beaucoup de Fang ici. C'est une situation que j'ai trouvée, lui répondait son secrétaire général.*
- *Madame le ministre s'il y a beaucoup de Fang ici, c'est parce que les Fang s'intéressent à la mer. Même s'il n'y a pas de mer dans le Woleu-Ntem, les métiers de la mer passionnent les Fang », lui rétorquait un de ses conseillers qui était Fang.*

La tribalisation des partis politiques

Le spectre du vote ethnique a toujours pesé sur le paysage politique du Gabon bien avant son indépendance. Cette attitude était encouragée par l'administration coloniale dont l'objectif était de mettre sur papier et de fixer les entités ethniques des territoires colonisés. « Ce souci de classification, ayant un but clairement politique, conduisit en retour à convaincre la plupart des Européens que le comportement électoral des Africains devait découler de leur appartenance à ces catégories délimitées par la colonisation elle-même. Les Fang voteraient Aubame, les Omyènè, Issembe »⁵. Etant donné qu'Aubame était le candidat promu par l'administration coloniale, celle-ci contribua à fausser les élections avec la complicité des missionnaires en expliquant à la messe du dimanche que le fait de voter pour Issembe revenait à commettre un péché mortel. C'est ainsi que dans une lettre de réclamation en novembre 1946, Issembé dénonçait déjà « le climat plus racial que politique avivé par l'ingérence des colonialistes qui exploitèrent à fond cette dualité des races au profit de mon concurrent direct »⁶. C'est d'ailleurs après ce vote (qui visait à élire le représentant de chaque territoire d'Outre-mer à l'Assemblée Nationale française) que la conscience ethnique était sortie des fiches classificatoires de l'administration coloniale pour intégrer l'imaginaire social des Gabonais.

Aujourd'hui encore, le tribalisme reste le principal mode de recrutement au sein des partis politiques du Gabon. En dehors du PDG qui a toujours affirmé son envergure sur le plan national, les militants de tous les autres partis sont généralement de la même famille, du même clan, de la même ethnie que leur leader politique. Les conflits et les dissidences internes qui surviennent après un malentendu ou après la mort du principal leader témoignent de ce relent tribalo- partisan des partis de l'opposition. Ce qui montre que leur adhésion est moins basée sur des convictions idéologiques que sur la volonté de se rapprocher des structures du « *manger* » en votant pour un proche qui pourrait devenir « *grand quelqu'un en haut là bas* » et leur permettre de « *manger aussi* ».

- Le MORENA originel

Premier parti de l'opposition gabonaise, ces principaux leaders sont de l'ethnie fang qui cristallise également son corps électoral. Un malentendu idéologico-financier survenu après les élections présidentielles de 1993 a amené ses leaders à se séparer de S. Oyono Aba'a désigné unanimement à l'investiture du parti. Depuis lors, chaque personnage a construit sa

⁵ Bernauld, F. : *Démocraties ambiguës. Congo- Gabon*, Paris, Karthala, 1996, p. 101

⁶ *Ibidem*, p. 10.

propre fraction, M. Mebalé crée le RDR dont l'électorat se limite à son voisinage et à son village ; A. Nguema Ondo crée le MORENA Unioniste, son influence ne dépassera pas la devanture de sa demeure de Libreville et les membres de sa famille ; J -P Nzoghé Nguema crée le MORENA calebasse dont l'électorat se concentrera dans son quartier de Lalala à Libreville. Après la mort de S. Oyono Aba'a, Nzé Memine hérite de l'appellation du MORENA originel et son implantation se limite à la périphérie de la petite ville de Bitam à laquelle Oyono Aba'a et lui sont originaires.

- Le Rassemblement National des Bûcherons

La scission entre le Morena originel et le MORENA des Bûcherons s'est effectuée bien avant la Conférence Nationale suite à l'acceptation par Mba Abessole de se ranger aux côtés du président Bongo pour soutenir l'idée du Rassemblement Social Démocrate (RSDG). Le père Mba Abessole qui est de l'ethnie Fang dirigera donc le MORENA des Bûcherons avec le professeur André Kombila Koumba de l'ethnie Punu. Leur union ne fera pas long feu, car après la signature des « Accords de Paris » lorsqu'il a fallu procéder au financement des partis politiques de l'opposition, les rivalités ont commencé à voir le jour. Ces tensions avaient pris un relent ethnique, notamment pendant les élections législatives de 1996. En effet, le parti s'était scindé en deux, d'un côté le Rassemblement National des Bûcherons Démocrates concentrait l'électorat Punu et autres partisans *Bilop* qui en avaient « assez d'être dirigés par un Fang ». La fraction de Mba Abessole devenue le Rassemblement pour le Gabon (RPG) quant à elle regroupait l'électorat fang.

- Le Parti Gabonais du Progrès

Le PGP était aussi l'un des partis politiques à avoir une large couverture territoriale. Après l'assassinat non élucidé de son leader J. Rédjembé, le parti fut repris par P.L. Agondjo Okawé qui initia la transformation du Parti Gabonais du Progrès (PGP) en Parti Gabonais de Port-Gentil (PGP-G), la capitale de l'Ogooué maritime peuplé majoritairement par l'ethnie Myéné à laquelle il appartient. L'ethnisation du PGP consistait à la marginalisation et à l'exclusion de tous les leaders non-myéné.

- L'union du peuple Gabonais

C'est le numéro deux de la scène politique gabonaise actuelle, c'est-à-dire le premier parti de l'opposition avec un score de 13,60% de suffrages exprimés pendant les présidentielles de 2005. L'UPG dirigé par Pierre Mamboundou recrute principalement en milieu Punu, l'ethnie de son leader, notamment dans les provinces de la Nyanga et de la Ngounié qui sont peuplées majoritairement par les Punu.

- Le Parti Social Démocrate

C'est un parti à dévotion familiale qui est dirigé par les époux Maganga Moussavou. Leur électorat est concentré dans le premier arrondissement de la ville de Mouila qu'ils administrent.

Toutefois, il n'est pas question d'affirmer que les partis de l'opposition sont des organisations essentiellement tribales. La dimension tribaliste est une sorte de fond de commerce dont ils se prévalent pour alimenter les réseaux de clientélisme afin d'accéder aux postes de responsabilité dans la mesure où le maintien de la paix reste étroitement lié une redistribution géopolitique « équitable » des ressources de l'Etat. Toutes les querelles fratricides qui entravent le développement de ces partis sur le plan national se déroulent sous le regard narquois du chef de l'Etat qui n'hésitent pas à les stigmatiser et à les absorber à son compte par des médiations matérielles. Du coup, depuis 2004, les gouvernements successifs

ont intégré les leaders des principaux partis de l'opposition (et leurs militants avec) qui ont signé la charte de la majorité présidentielle.

Par ailleurs, le recrutement des élites régionales reste une stratégie de gestion patrimoniale du pouvoir d'Omar Bongo. Car cela lui permet de déjouer les tentatives de déstabilisation des contre-élites nationales et même internationales. A l'exemple de l'Association Unifang qui regroupait les élites fang du Cameroun et de la Guinée Equatoriale en 1990. Cette association qui était financée par T. Obiang Nguema Mbazogho et Paul Biya avait pour objectif de destituer Omar Bongo pour donner le pouvoir à un Fang du Gabon. Mais Omar Bongo qui a toujours nommé les Fang de l'Estuaire aux postes de 1^{er} ministre⁷ depuis 1975 pouvait s'assurer le soutien de ces alliés Fang du Gabon. Cette fabrication d'alliés autour des élites régionales se révèle également bénéfique lors des scrutins électoraux. En effet, seul le PDG se réserve le privilège de s'imposer dans l'ensemble du territoire national avec des représentants dans chaque région et pour chaque sous-groupe ethnolinguistique. Ce qui limite d'autant plus l'influence des partis à minorité ethnique de l'opposition

En outre, la géopolitique du pluralisme culturel permet d'assurer la stabilité du régime politique gabonais par un effort d'organisation « équilibrée » des circuits de redistribution des ressources de l'Etat. A cela s'ajoutent les stratégies de cooptation des leaders de l'opposition qui n'ont pas tardé à révéler leur propension à « *manger aussi* » pendant la période de transition démocratique. Dès lors, l'organisation « équilibrée » allie désormais géopolitique et gestion participative des affaires de l'Etat. Dans un contexte où « le mouton broute là où il est attaché », le recrutement basé sur la captation des élites régionales permet d'entretenir les réseaux de clientélisme pour faire taire toute velléité de contestation derrière une unité nationale de façade. Ce qui contribue de fait au renforcement du pouvoir d'Omar Bongo et par là même, à sa longévité politique.

Bibliographie indicative

- Balandier, G. : Anthropologie politique, Paris, PUF, 2004
- Bayart, J-F : L'Etat en Afrique. La politique du ventre, Paris, Fayard, 1989
- Bazenguissa-Ganga, R. : Rupture - Solidarité. Le Gabon malgré lui, n°6, Paris, Karthala, 2005
- Bernault, F. : Démocraties ambiguës. Congo - Gabon, Paris, Karthala, 1996
- Nguia Banda, A. : De « Gabon d'abord » à la république au village, Libreville, Horizon du Savoir, 2005
- Poutignat, P. et Streiff-Fenard, J. : Théories de l'ethnicité, Paris, PUF, 1995

⁷ Le poste de 1^{er} ministre a été créé en 1975 et confié à Léon Mebiame (1975-1990) ; Casimir Oyé Mba (1990-1994) ; Paulin Obame Nguema (1994-1999) ; Jean-François Ntoutoume Emame (1999-2006) ; Jean Eyeghe Ndong (2006-...). Tous les 5 sont Fang de l'Estuaire et ont des liens de parenté avec le président Léon Mba qui était lui aussi chef du gouvernement de 1945 à 1958.